

Tribune libre

Allemagne 1991 : une nouvelle phase

(<http://socialisme.free.fr/index.htm>)

Cet article n'a pu paraître, faute de place, dans le n° 38 de CPS (11 juin 1991).

Nous le publions dans ce numéro sans rien y changer, estimant que les événements confirment ses appréciations

Première partie

L'ex-RDA et le socialisme

Des élections du 16 mai 1990...

Dans la partie est de l'Allemagne, le 16 mars 1990, aux premières et dernières élections libres à la Volks-Kammer, de ce qui était encore appelé la RDA, "l'Alliance pour l'Allemagne" obtenait 48,1 % des suffrages exprimés et 193 sièges sur 400, le Parti libéral (FDP) 5 % et 21 sièges. C'était un triomphe pour les partis bourgeois et particulièrement pour la CDU et Kohl. Le Parti Social Démocrate obtenait 21,8 % des suffrages exprimés et 87 sièges seulement ; le Parti du Socialisme Démocratique (parti stalinien, le SED, rebaptisé) 16 % et 65 sièges ; l'Alliance 90, regroupement d'organisations plus ou moins gauchistes et contre la réunification allemande, 3 % des suffrages exprimés et 12 sièges ; divers, dont les verts, 6,1 % des votants (ils n'avaient droit qu'à 8 sièges). La participation électorale atteignait 93,22 % des inscrits. Le 3 octobre 1990 la réunification allemande devenait officielle.

Le 2 décembre 1990 avaient lieu les premières élections au Bundestag, en Allemagne réunifiée dans le cadre de la RFA. La coalition gouvernementale l'emportait largement : 54,8 % des suffrages exprimés dont 43,8 % à la CDU/CSU et 11 % au Parti libéral ; 319 sièges à la CDU/CSU et 79 au Parti libéral, le SPD n'obtenait que 39,5 % des suffrages exprimés et 239 sièges ; les Verts + le mouvement 90 obtenaient 5 % des suffrages exprimés et 8 sièges ; le PDS 1,9 % des suffrages exprimés et 17 sièges (la bizarrerie des nombres de sièges que le mouvement 90 + les verts et le PDS ont réciproquement obtenus vient de la loi électorale. La quasi-totalité des suffrages exprimés que le PDS a obtenu l'a été dans la partie est de l'Allemagne où il a obtenu environ 9 % des suffrages exprimés ; tandis que les verts, dont les députés avaient été élus aux précédentes élections à l'ouest, n'ont pu, dans cette partie de l'Allemagne, franchir, le 2 décembre 1990, la barre éliminatoire des 5 %). Cependant il faut signaler que la participation électorale n'a atteint que 77,8 % (78,6 % à l'ouest, 74,4% à l'est) alors que lors des élections au Bundestag, entre 1947 et 1987 la participation a été de 87 % en moyenne.

....à celles des länder de Hesse et de Rhénanie-Westphalie

Rapidement un tournant s'est esquissé sur le plan électoral. Dès le 20 janvier des élections avaient lieu dans le Land de Hesse (ouest de l'Allemagne). Elles ont marqué un fléchissement électoral de la CDU et du FDP (le parti libéral) : CDU 40,2 % des suffrages exprimés, moins 1,9 % par rapport aux élections en 1987 dans ce même Land ; FDP 7,4 %, moins 0,4 %. Par contre le SPD a augmenté son pourcentage de suffrages exprimés : 40,8 % soit plus 0,6 % par rapport à 1987. Les verts ont obtenu 8,8 % soit moins 0,6 %. Ces élections ont été marquées par une baisse importante de la participation électorale : 10 000 votants de moins qu'en 1987.

Le scrutin le plus significatif qui se soit déroulé depuis les élections générales du 2 décembre 1990 est celui qui a eu lieu du 21 avril 1991 dans le Land de Rhénanie-Westphalie. Les dernières élections dans ce pays dataient aussi de 1987. Les résultats du 21 avril 1991 ont été les suivants : CDU 38,7 % des suffrages

exprimés soit moins 6,4 % par rapport à 1987 ; FDP 6,9 % des suffrages exprimés soit moins 0,4 % par rapport à 1987 ; par contre le SPD a obtenu 45,1 % des suffrages exprimés soit plus 6 % par rapport à 1987 ; les verts 6,4 % des suffrages exprimés soit plus 0,5 % par rapport à 1987.

Il est vrai que dans ce Land se sont posés des problèmes particuliers. Le CDU a subi une crise en 1988 et son leader d'alors dans ce Land a démissionné. Dans les zones rurales les viticulteurs ont été très touchés par des mesures que la CEE a prises. Pourtant là n'est pas l'essentiel. Dans son éditorial qu'il titre "un avertissement". «Le Monde» du 23 avril écrivait:

"Cet échec est lié, bien sûr, au marasme économique et social que traverse l'ex-RDA et qui s'aggrave au fil des jours : suppressions d'emplois par centaines de milliers, manifestations ouvrières, catastrophes écologiques, investissements incertains, il est clair qu'en promettant d'abord de réaliser la réunification de l'Allemagne sans toucher aux impôts, puis en faisant marche arrière il y a quelques semaines, le chancelier fédéral a passablement déçu les Allemands de l'Ouest. Dimanche, il a donc fait les frais de ces engagements non tenus".

La défaite est d'autant plus cuisante que ce Land était depuis 1946 (date de sa création) un bastion de la CDU. De ce fait la majorité au Bundesrat (deuxième chambre du parlement allemand) bascule en faveur du SPD. Un des aspects des plus importants de ces élections est la montée, comme dans le Land de Hesse, du nombre des inscrits qui n'ont pas voté : 4 % de plus qu'en 1987. Ces abstentionnistes supplémentaires proviendraient des électeurs qui votaient traditionnellement CDU.

Il faut rappeler qu'aux élections régionales du 28 janvier 1990 en Sarre : la CDU n'avait obtenu que 33,4 % des suffrages exprimés, perdant 4% par rapport aux précédentes élections dans ce Land ; le FDP (parti libéral) tombait à 5,6 %, aux précédentes élections 10 % ; le SPD que Oskar Lafontaine, vice-président de ce parti représentait, atteignait 54,4 % des suffrages exprimés alors qu'aux élections précédentes il n'avait obtenu que (!) 49,2 %. Les prises de positions des dirigeants du SPD, et d'Oscar Lafontaine en particulier, contre la réunification allemande à court terme avaient inversé ce processus. Celle-ci une fois acquise, la politique du gouvernement CDU/CSU-FDP étant ce qu'elle est, ce processus reprend.

Grèves et manifestations dans la partie est de l'Allemagne

Dans la partie est de l'Allemagne, depuis le 2 décembre 1990, il n'y a pas eu d'élections. Mais, et c'est pour le moins tout aussi important, grèves et manifestations se sont succédées pendant ces derniers mois. Elles ont commencé bien avant le 2 décembre et même avant la réunification officielle, le 3 octobre. Dès les mois de juillet et août 1990, les travailleurs de la métallurgie, les agriculteurs s'étaient fait entendre. Le 25 novembre les 270.000 cheminots de l'ex-RDA se prononçaient pour la grève jusqu'à satisfaction de leurs revendications : obtenir des salaires identiques à ceux de leurs collègues de l'ouest de l'Allemagne ; pas de suppression d'emploi. Les dirigeants syndicaux les ont fait reprendre, avant la date fatidique du 2 décembre, le gouvernement s'étant engagé à ouvrir avec eux des négociations. Ils ont obtenu : une prime équivalente à 75 % d'un mois de salaire ; une prime de vacances de 300 marks ; la réduction du temps de travail à 40 heures. Le 23 janvier 1991 à leur tour, les 130.000 postiers de l'ex-RDA débrayaient. Ils ont obtenu : un rappel allant de 650 à 900 marks et la réduction du temps de travail de 43 H 30 à 40 H par semaine.

Le 21 février plusieurs dizaines de milliers de métallos des chantiers navals est-allemands ont manifesté contre les plans de restructuration et de licenciements : 24.000 sur 48.000 emplois. A Berlin le même jour des employés de la compagnie d'aviation est-allemande, Interflug ont manifesté devant le siège de la Treuhandsanstalt, l'organisme chargé de la privatisation des anciennes entreprises publiques de l'ex-RDA. Cette dernière a accordé un simple délai jusqu'au 8 mars avant la liquidation d'Interflug. Mais au mois de mars un cycle de manifestations massives s'est déroulé. A Leipzig pendant plusieurs semaines consécutives, le lundi soir des manifestations ont été organisées. Le 25 mars à l'appel des syndicats 40.000 personnes selon l'AFP, 80.000 selon «L'Humanité», ont manifesté à Leipzig devant l'Opéra. Un des mots d'ordre de cette manifestation : "*Kohl doit partir*".

Des manifestations regroupant des dizaines de milliers de personnes ont eu lieu à la même heure à Berlin, Rostock, Zwickau, Dresde, eisenhuttenstadt.

Le 7 avril Helmut Kohl est allé à Erfurt. Dans cette ville le 21 février 1990, devant 100.000 allemands de l'est, il avait promis "un avenir florissant". Cette fois personne ne l'a acclamé lorsqu'il a parcouru à pied la vieille

ville. Quelques centaines de manifestants réunis à l'appel de l'alliance électorale "Alliance 90" ont manifesté devant le parlement fédéral où Kohl ne s'est entretenu qu'avec les élus régionaux ; quelques manifestants lui ont jeté des oeufs pourris.

La catastrophe économique à l'est

C'est que dans l'ex-RDA la situation économique est devenue catastrophique.»Le Monde» du 24/25 février établissait que :

"La récession atteint tous les domaines : la production chute de 60 % dans l'industrie alimentaire, de 35 % dans l'industrie mécanique. L'année 1990 aura vu le produit national brut de l'ex-RDA baisser de 20 %. Les répercussions sur l'emploi sont à la mesure de désintégration de l'appareil de production."

Dans un autre numéro du «Monde» Henri Bresson précisait :

"Les chiffres du sous-emploi indiquent l'ampleur de la crise qui vient, avant même de pouvoir songer à remonter la pente. Aux 757.000 chômeurs officiellement recensés fin janvier (8,6 % de la main d'oeuvre) il faut ajouter 1,8 million de chômeurs partiels, dont beaucoup risquent de perdre leur emploi dans quelques mois. Chaque jour, on annonce de nouvelles fermetures définitives d'usines et d'entreprises. Sept cent mille employés licenciés des anciennes administrations de la RDA, ont été placés pour six mois en "situation d'attente", avec 70 % de leurs salaires ; 300.000 Allemands de l'Est sont passés à l'Ouest en 1990; 180.000 devraient les suivre cette année et l'on compte quelque 200.000 travailleurs "frontaliers". On table déjà sur trois millions de chômeurs pour fin 1991 - soit un tiers de la population active de l'Est."

La hausse des prix est considérable : dans l'ex-RDA, les prix à la consommation ont augmenté de 7,4 % en janvier. Selon l'office fédéral des statistiques par rapport à la moyenne des prix de l'année 1989, la hausse des prix en janvier 1991 a été de 14,9 %. Ont particulièrement augmenté : les loyers, l'énergie, les biens de consommation, les produits pharmaceutiques qui auparavant étaient subventionnés.

La situation des agriculteurs est non moins catastrophique. Dès le mois de juillet 1990, mois de l'union monétaire, le marché était envahi par les produits agricoles venant de l'ouest de l'Allemagne.

La productivité à l'est est à peine d'un tiers de ce qu'elle est à l'ouest. La page spéciale du Monde du 19 juin 1990 expliquait :

"Deux hommes sont nécessaires pour cultiver 10 hectares en RFA, mais il en faut six ou sept en RDA. Avec ses chefs de gestion, de production, d'approvisionnement, de comptabilité, l'état major du LPG (les coopératives) ressemble à une armée mexicaine."

De plus les acheteurs en gros de l'ouest imposent aux coopératives de l'est qui n'ont plus de débouchés des prix d'achat extrêmement bas : en quelques semaines les prix d'achat aux coopératives ont chuté de 70 %. Dès juillet 1990 le gouvernement de Bonn, débloquent un crédit de 1,6 milliards de marks. Mais en Août les agriculteurs réclamaient une aide de 4 milliards de marks. Les salariés des coopératives agricoles revendiquent une augmentation de leurs salaires de 400 marks par mois.

Vers une nouvelle aggravation

Les communes et les Länder de la partie est de l'Allemagne sont financièrement en déconfiture. En 1991 les communes totaliseraient un déficit de 113 milliards de marks. Les Länder devront avoir recours à un fonds de 115 milliards de marks que doivent financer l'état Fédéral et les Länder de l'ouest, dont 75 milliards en crédits. Les Länder ne disposant en moyenne que d'un quart des recettes prévues, ils demandent que l'état Fédéral et les Länder de l'ouest accroissent leurs contributions.

Les perspectives économiques sont de plus en plus sombres. Selon "L'Humanité" du 3 avril 1991 : *"Un porte-parole du patronat de la RFA, M. Klaus Murmann prévoit 540.000 licenciements dans la métallurgie est-allemande et les aciéries, 150.000 dans les usines de produits chimiques, 400.000 dans l'agriculture et 700.000 dans les services publics."*

Le mois de juin va marquer une échéance redoutable. Les accords passés l'année dernière qui garantissaient dans la métallurgie, le maintien de l'emploi viendront à terme. Les fonctionnaires à qui un délai de six à neuf mois avait été accordé "pour se reclasser" devraient être, cette fois, licenciés. Des centaines d'entreprises qui fonctionnent actuellement à fonds perdus sont menacées de fermeture. La hausse des prix devrait s'accélérer.

Les femmes

Les femmes ont des sujets particuliers de mécontentements. Dans l'ex-RDA 90 % d'entre elles travaillaient. Elles sont les premières victimes du chômage, car le plus souvent ce sont elles qui de préférence sont licenciées. Dans l'ex-RDA chaque enfant pouvait trouver une place dans une crèche. En RFA il y a une place pour 37 enfants. L'un des plus gros problèmes est celui du droit à l'avortement. En RDA depuis 1972 il était libre jusqu'à la douzième semaine de la grossesse. En RFA le code pénal paragraphe 218 prévoit des amendes et jusqu'à trois ans de prison pour les femmes qui avortent et le médecin qui pratique l'avortement. Un compromis permet que dans la partie est de l'Allemagne le droit à l'avortement soit maintenu pendant deux ans ; les femmes de l'ouest ont acquis le droit d'aller avorter à l'est. Mais, dans maintenant dix huit mois, ce droit peut être supprimé par la majorité qui siège au Bundestag. En RDA le divorce était une simple formalité ce qui n'est pas le cas dans l'Allemagne réunifiée.

La RDA n'était pas pour autant un paradis pour les femmes. L'une d'entre elles répond à un journaliste :

"Dans la société socialiste la femme devait être un homme à son travail et une femme à la maison. On se levait à l'aube pour habiller les enfants et les conduire à la crèche vers 6 H 30. Enfin il fallait grimper dans un tram et foncer au travail. Huit heures trois quarts de présence par jour et pas moyen de demander un mi-temps. Les femmes étaient souvent mal payées et accédaient très rarement aux postes de commandes. Le soir on quittait le combinat en courant pour aller faire les courses avant la fermeture des magasins à 18 heures. Et là il fallait ruser pour trouver ce dont nous avons besoin. Si je ratais l'arrivée du fromage du jeudi, c'était ceinture pour toute la semaine. Ensuite les enfants, le repas du soir, le ménage et le linge, la belle-mère malade. Jamais une seconde à soi. Et le lendemain à l'aube c'était reparti". («Libération» du 10/03/91).

Le change des marks du 1er juillet 1990

D'après Pähl président de la Bundesbank et d'autres "spécialistes" la raison de cette catastrophe économique dans l'ex-RDA et le poids qu'elle ferait peser sur les finances et l'économie de la partie ouest de l'Allemagne seraient les taux auxquels s'est effectué, le 1er juillet 1990, l'échange de marks ouest contre les marks est.

Ces taux de change étaient : un mark ouest (ou deutschemark) contre un mark est (ou ostmark) pour les salaires et l'épargne individuelle jusqu'à 4.000 marks de l'est et également jusqu'à 2.000 marks est pour les moins de 14 ans, jusqu'à 6.000 marks est pour les plus de soixante ans. Au delà le taux était de un mark ouest contre deux marks est. Ce dernier taux s'appliquait aux dettes et aux avoirs des entreprises. "Libération" du 20 mars 1991 expliquait que Pähl, président de la Bundesbank, venait de dire :

"L'union monétaire en Allemagne a été faite "sans pratiquement aucune préparation" et "au mauvais taux" : la RDA était absolument non compétitive. "Le désastre actuel" je l'avais prédit. Je ne critique pas les décisions qui ont été prises mais ce qui est arrivé était prévisible".

Prévisible ? Décider brusquement qu'un Deutschemark = un Ostmark revenait à décréter que la productivité des entreprises est-allemande est comparable à celle des entreprises ouest allemandes. C'est évidemment faux et cela ne pouvait conduire qu'à l'écroulement du système industriel de l'ex-RDA ; si une entreprise est allemande a besoin de deux heures de travail pour fabriquer un produit alors qu'une heure suffit à une entreprise ouest allemande, elle n'a plus qu'à fermer boutique. A moins de payer ses ouvriers deux fois moins que ceux du concurrent. Les Allemands auraient pu choisir cette voie, en estimant que le mark-est valait deux fois moins que le mark-ouest."

A juste titre "Libération" poursuivait :

"Kohl n'a pu s'y résoudre pour des raisons politiques : une telle mesure aurait laminé l'épargne des allemands de l'est. Plus généralement, il était politiquement difficile d'instituer, dans une nation naissante, un régime dans laquelle les salariés seraient beaucoup moins payés qu'ailleurs. Ses conseillers l'ont donc invité à recourir à la méthode brutale la parité un pour un. Après une purge pensaient-ils, des entreprises productives pourraient renaître favorisées par un afflux de capitaux privés".

Des précisions

Mettre les points sur les "i" est indispensable. Alors que le mur de Berlin s'était effondré sous la poussée politique du prolétariat de la partie est de l'Allemagne, alors qu'à l'est l'appareil stalinien se disloquait, alors qu'en URSS la bureaucratie du Kremlin se déchirait, la réunification allemande était inéluctable, et, sauf à affronter immédiatement la partie est du prolétariat allemand, la concession un mark ouest pour un mark est était une concession minimum : le coup de génie de Kohl a été de surfer sur la vague, en laissant croire qu'il la dirigeait, mais en espérant qu'elle serait canalisée, tandis que le SPD s'arc-boutait pour la briser.

Encore faut-il mesurer la portée réelle du taux de change : le même numéro de "Libération" écrivait encore : *"Tout était inscrit au moment de l'accord monétaire entre les deux Allemagnes intervenu le 1er juillet 1990. Pour des raisons politiques on a décidé qu'un ost-mark (OM) vaudrait un deutschemark (DM) pour les salaires et une partie de l'épargne. La Bundesbank était opposée à cette parité. Estimant la productivité est-allemande globalement inférieure de moitié à celle de l'ouest, elle préconisait un taux de change d'un OM contre 0,7 DM. Elle n'a pas été suivie. Du moins en apparence. Car très habilement, elle a exigé que les subventions du gouvernement est-allemand aux biens de consommation soient supprimées dès le 1er juillet 1990.*

Ce fait passé totalement inaperçu, tant par la presse que par... les autorités est-allemandes elles-mêmes revenait à amputer immédiatement le pouvoir d'achat des ménages est-allemands d'environ 25 %. Ce qui mettait, de fait, le taux de change à 0,7 DM pour un OM. L'illusion monétaire a pu durer jusqu'à aujourd'hui pour deux raisons. Tout d'abord le gouvernement fédéral et les Länder ont atténué le choc grâce au versement de nombreuses allocations sociales. D'autre part les ménages de l'est ont largement puisé dans leur épargne. D'où le boum de la consommation observé dans les mois qui ont suivi l'unification. A présent, les caisses des Länder de l'Est sont vides et les dépôts d'épargne que l'on pouvait retirer avec une parité de un OM pour un DM sont épuisés. Les retraits hors-plafond se font désormais au taux de deux ex-OM contre un DM."

Des monstruosité économiques

Dans aucun pays où le capital fut exproprié le contact entre l'économie planifiée, gérée par des bureaucraties parasitaires, et l'économie capitaliste n'a été aussi brutal et direct que dans la partie est de l'Allemagne. Il y a cela au moins deux raisons : la première est qu'il s'agit de la réunification d'un pays; la deuxième est que le capitalisme allemand est une des trois puissances économiquement dominantes du monde. Ce ne fut pas une coopération mais une soumission économique et financière. Une démonstration de plus qu'il ne peut y avoir de relations pacifiques entre le mode de production capitaliste et l'économie planifiée à partir de la propriété étatique des principaux moyens de production.

La réunification a résulté du puissant mouvement qui a mobilisé les masses de la partie est de l'Allemagne, alors que l'économie de cette fraction de pays était minée, sans que ce mouvement aille jusqu'à une révolution politique et que, à l'ouest de l'Allemagne, le prolétariat engage le combat contre le régime capitaliste. C'est pourquoi le cadre politique de la réunification, en cours, est celui de la RFA et que le processus économique c'est l'absorption par le capital allemand de ce qui reste après la faillite de l'économie est-allemande.

Toutes les conditions de la faillite et de l'effondrement de l'économie est-allemande ont été antérieurement réunies. La coupure de la partie est de l'Allemagne de sa partie ouest, sa subordination à l'URSS, et aux pays de l'Europe de l'est, et en fonction des intérêts de la bureaucratie du Kremlin, furent des monstruosité économiques. La gestion économique de la bureaucratie est-allemande, instrument du Kremlin, se situait, selon le credo officiel sur la ligne de la "construction du socialisme dans un seul pays". Honecker ne prétendait-il pas que la RDA devait parvenir à produire 90 % des types de marchandises existants sur le marché mondial. C'était une monstruosité complémentaire des deux premières.

Conditions de la marche au socialisme

L'étatisation des principaux moyens de production permet la planification économique. Mais la réalisation du socialisme commencera réellement lorsqu'en tout point les performances de l'économie planifiée dépasseront celles que le mode de production capitaliste a atteintes : la productivité du travail ; les conditions de la production ; sa quantité, sa qualité, sa diversité, sa correspondance avec les besoins sociaux ; le niveau de vie des masses ; la souplesse, la facilité, les conditions de la distribution; les conditions générales et particulières de vie (y inclus l'environnement).

Or la division internationale du travail est une des principales forces productives que le capitalisme a développées. Il détient toujours les moyens de production quantitativement et qualitativement dominants. La partie est de l'Allemagne en a été arbitrairement coupée ; pire encore, elle a été coupée de ce qui était son cadre national, l'ensemble de l'Allemagne et asservie à "l'espace économique" pseudo"socialiste". Trotsky a écrit :

"L'économie planifiée de la période transitoire, tout en étant fondée sur la loi de la valeur, la viole pourtant à chaque pas et établit les rapports entre les différentes branches de la production sur la base de l'échange inégal".

L'économie planifiée ne peut «envoyer au diable», ainsi que Staline l'avait affirmé, ni la loi de la valeur, ni le marché. Cependant la direction de l'économie, que le pouvoir politique assume et les objectifs que celui-ci poursuit, ont une importance primordiale

* Ou sont développées les forces productives, dans le pays où le capital a été exproprié de telle sorte : que les prolétariats de ces pays se renforcent socialement et politiquement ; que ce développement serve d'appui au prolétariat mondial, à la révolution prolétarienne dans le reste du monde (dans les pays capitalistes dominants notamment). Alors la révolution prolétarienne en expropriant le capital dans l'ensemble du monde, en établissant une planification à l'échelle de la planète refondera sur de nouvelles bases la division internationale du travail et donc remplira une des conditions primordiales de la réalisation du Socialisme.

* Ou la production est orientée en fonction des intérêts parasitaires de bureaucraties contre-révolutionnaires, qui lui font subir distorsions, gaspillages, l'engagent dans les impasses inhérentes à ce type de gestion. Alors des catastrophes économiques et sociales sont inéluctables.

Mais, pour que l'orientation suivie soit positive, il faut, étant donné que dans tous les pays où le capital a été exproprié des bureaucraties parasitaires contrôlent le pouvoir politique et l'économie, que des révolutions politiques les chassent et les détruisent et que la classe ouvrière se saisisse ou se ressaisisse (URSS) du pouvoir.

La catastrophe qui dévaste économiquement et socialement la partie est de l'Allemagne est d'autant plus significative que cette fraction du pays était le fleuron de "l'espace économique" pseudo "socialiste". La pression de l'économie capitaliste écrase une économie planifiée gangrenée par la gestion bureaucratique et de toute façon inviable.

Deuxième partie

Ouvrir une perspective politique gouvernementale

La Trabant

Le n° spécial du «Figaro» du 1er octobre 1990, tiré en vue de la réunification officielle de l'Allemagne le 3 octobre, titrait un de ses articles : «Privatisations : le tiers gagnant. Dans l'ex RDA, deux entreprises sur trois pourraient être mises en faillites». «Libération» du 8 mars 1991 expliquait :

«Des chiffres accablants circulent en Allemagne : à peine 5% des entreprises de l'ex RDA seraient viables en l'état, 6% sauveront leur peau grâce à une coopération de l'ouest mais 35% ne survivront pas au capitalisme. Et encore l'ex RDA n'a-t-elle pas trop à se plaindre. Les cinq nouveaux Länder sont assurés de recueillir cette année au bas mot 20 milliards de DM à investissement direct de la part des seules entreprises ouest-allemande. et l'ancien territoire est-allemand, devenue partie intégrante de la Cédé, est aussi le placement préféré des compagnies américaines, japonaises et européennes.»

L'exemple de la production de l'automobile Trabant et de l'usine qui la produisait vaut pour l'ensemble. «Le Monde» du 14/2/91 rapportait dans un article intitulé «L'agonie de la Trabant» :

« ici tout est bon pour la ferraille» assure sans l'ombre d'une hésitation Thomas, vingt ans, ouvrier qualifié depuis quatre ans dans cette usine symbole de l'ex-socialisme est allemand

Le 21 mai 1990 le trois millionième et dernier modèle P70 à moteur deux temps (lancé en 1954) est sorti des chaînes cédant la place à un véhicule doté d'un moteur quatre temps 1050 cm3

Mis à part les exportations vers la Pologne, la nouvelle Trabant ne trouve désormais preneurs qu'auprès de quelques originaux (une cinquantaine de modèles sont vendus tous les mois en RFA au prix de 8.000 à 9.000 deutschemarks, soit environ 30.000 francs). Trabant pas plus que Wartburg - l'autre constructeur automobile de l'ex RDA qui sera repris par Opel - n'a pu résister à l'arrivée tant attendue des marques occidentales.

Les dirigeants de Sachsensring n'en sont guère surpris : «La structure de la chaîne de production est la même depuis 1909»

Dans un article intitulé : «La Trabant, ou comment mettre un symbole à la casse», on lit : «A la casse la plus vilaine des automobiles se révèle aussi la plus coûteuse. Les ferrailleurs demandent jusqu'à 150 marks pour éliminer une Trabant, contre 50 DM en moyenne pour toute autre quatre roues. «Le recyclage d'une voiture est-allemande est trois fois plus cher car elle renferme moins de fer. Le métal y est traîtreusement imbriqué dans une série d'autres composants plutôt particuliers» explique le directeur de la firme Leproyus, chargée par la ville de Berlin d'évacuer les carcasses à l'abandon"

Pour le seul mois de janvier la police berlinoise a signalé 4.400 autos douteuses et les services de la ville ont ramassé 700 véhicules. Soit une multiplication par trois du nombre des reliques d'autos par rapport à l'année précédente» («Libération» du 15/02/91).

Les camions IFA

L'histoire des camions du combinat IFA véhicules utilitaires est non moins révélatrice :

«C'était un combinat modèle. Un modèle de réussite pour la République Démocratique Allemande et pour l'ensemble du COMECON, dont IFA véhicules utilitaires étaient la deuxième plus grosse entreprise, et où elle exportait jusqu'à 70% de sa production. Les camions IFA sillonnaient le monde communiste. En 1983 le Bureau Politique avait solennellement ordonné «conformément aux résolutions du XIe congrès du Parti» la production d'un camion plus puissant et plus économique «le sept tonnes des années 90». Baptisé L60 le dernier-né des camions IFA était l'orgueil du combinat et la vedette des foires allemandes de Leipzig"

Le deutschemark est passé par là. Où sont donc passés les clients de IFA. La défection des pays du COMECON et de la Chine n'est pas pour surprendre. Gros consommateurs de véhicules utilitaires est-allemands ces clients sont, hélas, pauvres en devises.» («Libération» n° spécial sept. 90 «Allemagne année zéro»).

Pourtant cela n'explique pas tout. Sous une photo et le titre suivant : «On brade les camions est-allemands», «Libération» du 9/9/90 écrivait :

«L'ex-combinat est-allemand IFA n'en finit plus de baisser ses prix, et pourtant ses camions continuent de s'entasser sur le parking de l'usine de Ludwigsfelde. Ces merveilles de la technologie est-allemande (IFA en produisait 32.000 par an) sont désormais vendues 150.000 francs, contre 380.000 francs auparavant. A ce

rythme, ils seront bientôt moins chers qu'une 2CV d'occasion. Mais rien n'y fait : question look et performances, les concurrents occidentaux, arrivés en RDA avec l'union monétaire, sont vraiment trop loin devant.»

Carl Zeiss Jena

A propos de la firme Carl Zeiss Jena «Le Monde des affaires» en date du 5 avril 1991 spécifiait : *«L'ex-vitrine industrielle de l'ancien régime, le fabricant de matériel d'optique et de précision, successeur d'une affaire plus que centenaire n'a pas supporté le choc de l'unification. Aujourd'hui la société a perdu ses marchés et son moral. Sa soeur ouest-allemande veut la racheter mais à bon prix. Là non plus, la réunification ne semble pas facile.*

Brutalement plongée dans le marché mondial, l'entreprise a perdu ses clients traditionnels, l'URSS et les pays de l'Europe centrale et orientale. Elle s'est trouvée confrontée, sur les marchés occidentaux, à la concurrence, notamment de sa petite soeur ouest-allemande. Tant que le gouvernement fédéral a subventionné le commerce avec les pays de l'Est, l'entreprise a pu continuer à tourner.

Mais depuis le 1er janvier c'est carrément la catastrophe. Alors que près de la moitié de la production était jusqu'alors écoulée en URSS, notamment pour du matériel de défense comme pour les lasers, pas un seul contrat n'a été signé avec ce pays depuis le début de l'année. Conséquence : plus de 16.000 personnes ont été mises au chômage technique sur les 27.000 que compte aujourd'hui Carl Zeiss Jena»

La rupture des courants d'échange qui assuraient à l'ex-RDA des débouchés industriels automatiques dans les pays de l'Europe de l'Est, en URSS et jusqu'en Chine, s'ajoute au bas niveau quantitatif et qualitatif de la production pour précipiter dans l'abîme l'économie est-allemande.

Infrastructures

Plus haut des indications ont déjà été données sur la situation de l'agriculture est-allemande. Non seulement l'appareil industriel et agricole est extraordinairement arriéré comparé à celui de l'Ouest de l'Allemagne, mais toute l'infrastructure, chemin de fer, routes, dont 60% sont complètement défoncées, réseau électrique, réseau d'égouts, télécommunications, etc., sont totalement à refaire. «Le Monde» du 5 avril 1991 expliquait :

«Reconstruction d'un réseau téléphonique de toute urgence : pour mettre en oeuvre cette priorité retenue dès le départ par les autorités, la Deutsche Bundespost telekom (le France Télécom allemand) a naturellement été mobilisée. Objectif : doter l'Allemagne d'un des réseaux téléphoniques «le plus moderne du monde» avec un programme d'investissement gigantesque. 187 milliards de francs d'ici 1997.»
«La remise en état du réseau de distribution d'eau et de traitement des eaux usées se chiffre déjà officiellement à 100 milliards de marks soit 25.000 marks (80.000F) par famille est-allemande.» («Le Figaro» 10/01/91).

Dans l'ex-RDA les loyers des logements étaient très bas : pour un logement de 100 m² dans les immeubles appartenant à l'état (80% des logements) il s'élevait à 80 DM (272 Frs) par mois. Mais comme nombre de bâtiments et installations industrielles, les immeubles étaient le plus souvent vétustes et dans presque la totalité des cas complètement dégradés. Le gouvernement allemand a d'ailleurs décidé, le 20 mars 1991, d'augmenter, à partir de 1er août, les loyers de 360%.

Pollution

La pollution atteint dans l'ex-RDA un niveau record. Dans «Le Figaro» du 1er octobre 1990 on pouvait lire :

«Les experts dépêchés par Bonn une fois le mur tombé sont revenus atterrés. Une poignée de chiffres suffit à donner une idée de l'ampleur des dégâts.

Plus de 5 millions de tonnes de dioxyde de soufre (SO₂) sont rejetées dans l'atmosphère chaque année, soit 300 kgs par habitant contre 70 kgs en moyenne dans les pays de la CEE. Près de la moitié des Allemands de l'est vivent dans des régions où les plafonds des émissions de SO₂ sont dépassés.

Une seule Trabant émet autant d'oxyde de carbone que 100 voitures ouest-allemandes équipées de pots catalytiques. Près de 40% des forêts sont brûlées par les pluies acides.

L'unique centrale nucléaire du pays, à Greisswald, dans le nord du territoire, a connu, au cours de l'année 1988, 18 arrêts d'urgence, 122 incidents et 242 «événements imprévus» selon le magazine «Der Spiegel». Deux des quatre réacteurs de cette centrale de fabrication soviétique viennent d'être arrêtés, à la demande expresse de la RFA.»

Au premier rang des pollueurs : la fameuse lignite de RDA qui assure 70% de la production d'énergie primaire. Ce charbon brun de mauvaise qualité (il est chargé de soufre) brûle dans des centrales thermiques vétustes et des installations industrielles ou de chauffage tout aussi obsolètes.

«Libération» du 28 novembre 90 a publié un article intitulé :

«L'Elbe, un cloaque en quête de pureté»

Sur 1.100 kilomètres, depuis sa source en Bohême, jusqu'à la mer du Nord, l'Elbe passe aujourd'hui par tous les états : laiteuse, trouble ou mousseuse, verte, grise, marron, noire, au fil de ses rencontres avec les fabriques sans scrupules qui peuplent ses rives et ses affluents. Déjections des combinats chimiques de Buna, Leuna, Bitterfeld, résidus de cellulose, engrais et pesticides déversés sur les champs, toutes les ordures de la RDA finissent un jour dans l'Elbe, disait-on là-bas. Vues de laboratoire, ses eaux charrient phosphore, azote mercure cadmium ou plomb par tonnes.

" Avec la RDA, l'Allemagne fédérale a hérité d'un désastre écologique. Quarante ans de production est-allemande à outrance, au mépris complet de la nature. Bitterfeld, l'enfer de la chimie, mérite le titre de «ville la plus polluée d'Europe». La chimie au lignite, massée entre Halle et Leipzig, dégage des nuages de dioxyde de soufre qui déjà, auraient sinistré la moitié des forêts de l'Allemagne de l'Est et contaminent ses sols. Les centrales nucléaires et décharges semi-sauvages ne répondent absolument pas aux normes de sécurité occidentales. Deux tiers des Allemands de l'Est boivent une eau impure, infestée de nitrates. Au bout du compte, l'espérance de vie d'un Allemand de l'est est de deux ans plus courte que celle d'un Allemand de l'Ouest. La RFA a d'ailleurs apporté sa part de souillure. A une RDA à l'affût de devises, les villes et industries ouest-allemande ont versé au fil des ans jusqu'à un milliard de DM pour y entreposer certains déchets toxiques.»

La Treuhandanstalt

Au contraire de ce qui était escompté les investissements ouest-allemands dans la partie est de l'Allemagne ont été à ce jour relativement limités. La privatisation de 8.000 sociétés représentant 40.000 entreprises a été confiée à un organisme créé le 1er juillet 1990 : la Treuhandanstalt. Son rôle consiste à démanteler les combinats, à transformer les ex-entreprises d'état en sociétés par actions, à négocier la cession des entreprises jugées rentables ou rentabilisables aux investisseurs privés, à aider à se rentabiliser les entreprises estimées pouvoir survivre, à liquider celles considérées comme «inviabiles». Elle doit prendre en charge les dettes des entreprises est-allemandes qui s'élevaient à 53 milliards de DM, afin que les acheteurs d'entreprises n'aient pas à les payer. En fin de compte c'est le gouvernement fédéral qui devrait les assumer.

Les liquidations d'entreprises se sont multipliées. Mais il n'y a eu, selon un communiqué en date du 10 mai 1991, que 1596 ex-sociétés de l'ex-RDA sur 8.000 qui ont été cédées à des investisseurs privés. Les acheteurs se seraient engagés à investir 55 milliards de DM au total et auraient garanti le maintien de 324.000 emplois.

Obstacles à la privatisation

Les obstacles à la privatisation sont nombreux et importants. Parmi eux, les incertitudes quant aux droits de propriété. Le traité de réunification a établi qu'en principe les anciens propriétaires, ou leurs héritiers, peuvent récupérer les biens qui leur appartenaient avant les expropriations opérées par les nazis et ensuite après l'occupation de l'est de l'Allemagne par les troupes du Kremlin. Il y aurait un million de demandes de restitution de biens immobiliers, ce qui crée une incertitude quant à la propriété immobilière dans la partie est de l'Allemagne et entrave l'acquisition par des investisseurs ouest-allemands ou étrangers des terrains, immeubles, constructions diverses. Au mois de mars de cette année, le Bundestag a adopté une loi qui

autorise la Treuhandanstalt à vendre des terrains, des biens immobiliers provenant de l'ex-état de RDA.

Mais comme l'a écrit «Libération» du 3 avril 1991 :

«Privatiser les titanesques aciéries de Eisenhuttenstadt, vendre à un entrepreneur de l'Ouest, les combinats certes démantelés de Bitterfeld, l'inférieure capitale de la chimie est-allemande, voilà une gageure à décourager plus d'un émule du libéralisme.»

Les moyens de production de la partie est de l'Allemagne sont en grande partie obsolètes. En tout cas en les utilisant il est impossible de faire produire aux travailleurs la quantité de plus-value sans laquelle il n'y a pas de taux de profit suffisant pour les capitalistes. Or, comme on le sait, des moyens de productions qui ne permettent pas que soit produite un minimum de plus-value, d'obtenir un taux de profit minimum, perdent toute valeur. Avant la réunification la valeur, exprimée en prix, des 8.000 sociétés d'état de la RDA avait été estimée à 600 milliards de DM. A quel prix pourrait-elle être exprimée aujourd'hui ? Peut-être lorsque le prix de certaines entreprises tendra vers zéro, des «investisseurs» les acquerront-ils ? Cependant en règle générale, l'état des moyens de production existants dans l'ex-RDA est tel que pour obtenir le taux de profit moyen les investisseurs devraient renouveler l'essentiel des moyens de production.

Jusqu'à maintenant, les principaux investissements venant de la partie ouest de l'Allemagne ou de l'étranger ont été effectués dans le secteur de la distribution, pour écouler les marchandises de consommations courantes venant également de l'ouest, dans la partie est de l'Allemagne.

Un paradoxe apparent

Un paradoxe apparaît. Les travailleurs de la partie est de l'Allemagne sont très durement touchés par l'effondrement de l'économie de l'ex-RDA et face à eux l'état fédéral est contraint d'accepter de supporter de très lourdes charges. *«Mauvais exemple allemand à l'est»*, tel est le titre d'un article de Paul Favra que «Le Monde» du 12 mars 1991 a publié :

«On estime qu'en 1991 les transferts de fonds publics d'Ouest en Est s'élèveront à quelques 150 milliards de marks (510 milliards de francs, pas très loin de la moitié du budget français) contre la somme déjà considérable de 100 milliards de marks en 1990. A peu de choses près ces ressources fournies par les contribuables et les épargnants des onze Landers de l'ouest sont entièrement dissipées en dépenses de consommation. Pourtant l'appareil de production à concurrence des deux tiers au moins est entièrement à refaire. Il en est de même de l'infrastructure (chemin de fer, routes, télécommunications, etc.) en piteux état faute d'avoir été normalement entretenue pendant quarante ans.»

Les salaires des travailleurs de l'est de l'Allemagne restent considérablement en retard sur ceux des travailleurs de l'ouest. Cependant le 1er mars 1991 un accord conclu entre le patronat et le syndicat des métallurgistes des Land du Neethembourg-Poméranie occidentale, stipule que la parité des salaires entre l'est et l'ouest de l'Allemagne devrait être atteinte dans ce secteur en trois ans. Cet accord devrait servir de modèle pour les autres régions de l'ancienne RDA. Le 27 mars, après de nombreuses grèves et manifestations les travailleurs obtenaient que : à partir du 1er avril les rémunérations à l'est ne soient pas inférieures à 62,5% de ce qu'elles sont à l'ouest. Le 1er avril 1992 les salaires des sidérurgistes de l'est devraient être portés à 70% de ceux des sidérurgistes de l'ouest. Le 1er avril 1993 à 80%. Et la parité atteinte au 1er avril 1994.

Le 22 janvier les 200.000 salariés de la chimie est-allemande ont obtenu que leurs salaires soient portés à 55% de ceux payés à l'ouest. Les salaires des 30.000 travailleurs de l'imprimerie ont été portés le 1er février à 60% des salaires de l'ouest. Au 1er octobre ils doivent être portés à 65%. Dans les caisses d'épargne les salaires de l'est seront portés le 1er juillet à 60% de ceux de l'ouest, etc. La perspective est que, comme dans la métallurgie, l'ensemble des salaires payés à l'est et ceux payés à l'ouest soient à parité au cours de l'année 1994. C'est inacceptable en ce sens que l'inégalité des salaires devrait durer encore plusieurs années. Il est prévu qu'à la fin de cette année il y aura 3 à 4 millions de chômeurs : pour eux tout cela est illusoire. Ce qui n'empêche pas que, du point de vue du capital et du gouvernement fédéral, ces engagements représentent des concessions très importantes.

Les accords salariaux de l'ouest

D'autant plus qu'il faut les rapprocher des accords que le gouvernement fédéral a signé le 16 mars 1991 avec la fédération des fonctionnaires de la DGB, l'OTV, et que dans la nuit du 4 au 5 mai le patronat de la métallurgie et de l'IG Metall de la région du Nord-Wurtemberg ont signés. En ce qui concerne le premier accord «Libération» du 19 mars l'exposait ainsi :

«L'OTV demandait 10% de relèvement des traitements avec effet rétroactif du 1er janvier et une augmentation de 250 marks (850 francs) pour l'allocation de formation. Les pouvoirs publics avaient jurés qu'ils ne pouvaient aller au-delà de 4,1% au 1er avril et de 30 marks pour la formation. Le compromis s'est fait sur 6% d'augmentation rétroactive au 1er janvier et de 120 marks de mieux pour la formation professionnelle.

Cet accord s'accompagne de mesures catégorielles : les employés municipaux, les infirmières et les éducateurs de crèches ont obtenu nettement plus. Certains verront leurs rémunérations augmenter de 16%. En outre leurs collègues de l'ex-RDA dont les salaires atteindront 60% de ceux en vigueur à l'ouest le 1er juillet prochain verront désormais l'évolution de leurs traitements indexée sur celle des salaires de l'ouest. Cependant il faut souligner deux éléments. Tout d'abord le précédent accord salarial dans la Fonction publique allemande remonte à trois ans. Il prévoyait des augmentations moyennes de 2,4% en 1988, 1,4% en 1989 et de 1,7% en 1990. Si l'inflation n'a été que de 1,3% en 1988 elle a atteint 2,8% en 1989 et 1990. Le retard des rémunérations sur les prix, au moment des négociations, était donc d'un point et demi. Comme la hausse des prix prévue officiellement pour 1991 est de 3,3% les fonctionnaires allemands ont finalement obtenu à la fois un rattrapage et un acompte. D'autre part, les hausses récentes d'impôts viendront reprendre cette année une partie de ce qui a été accordé.»

Quant à l'accord conclu dans le Nord-Wurtemberg il prévoit : une augmentation salariale de 6,7% au 1er janvier 1991. La revendication initiale de l'IG Metall était : 10%. Le patronat proposait : 4,4%. L'augmentation moyenne obtenue serait de 7%, compte tenu des mesures prises pour les bas salaires et d'une augmentation forfaitaire de 290 marks accordée pour tous les salariés couvrant les mois d'avril et mai. Les apprentis obtiennent une augmentation mensuelle de 110 marks pendant leur formation. A la suite de cet accord les salaires des travailleurs est-allemands de la métallurgie seraient portés à 72% de ceux de l'ouest et seraient à parité en 1992. Il faut signaler que les métallurgistes ouest-allemands avaient obtenu en 1990 une augmentation de 6%.

Des ombres apparaissent

La réunification allemande a impulsé une croissance économique record, en 1990, dans la partie ouest de l'Allemagne. Le PNB s'est accru de 4,6% : la plus importante croissance de tous les pays capitalistes, à l'exception de celle du Japon : le plus élevé que l'Allemagne ait obtenu depuis 1976. 700.000 emplois auraient été créés. Les investissements en moyens de production se sont accrus en conséquence. Mais en même temps la pression pour l'augmentation des salaires s'est renforcée et elle est devenue plus efficace.

Cette année des modifications importantes de la conjoncture se manifestent. Les prévisions s'assombrissent : dans la partie ouest de l'Allemagne en 1991 l'augmentation du PNB ne serait plus que de 2,5% en termes réels ; dans la partie est de l'Allemagne il devrait chuter de 17,5%. L'inflation devrait atteindre à l'ouest 4% en termes annuels à la fin de 1991 alors qu'elle avait atteint 2,7% fin 1990. L'excédent de la balance commerciale allemande est tombé de 207 à 40 milliards de DM. Pour le mois de mars de cette année il s'est situé à 2,8 milliards au lieu de 13,8 milliards en mars 1990. Sur les trois premiers mois de 1991, l'excédent commercial s'est élevé à 6,8 milliards de DM et le déficit de la balance des opérations courantes à 8,9 milliards de DM. En 1989 les paiements courants étaient excédentaires de 104 milliards, soit un surplus mensuel de 8,6 milliards. En 1990 cet excédent avait fondu revenant pour la RFA à 71,9 milliards de DM.

Le déficit du budget fédéral (sans compter ceux des Länder et des communes) aurait atteint 50 milliards de DM en 1990, ce qui représente 3% du PNB, alors qu'en France le déficit n'a représenté que 1,4% du PNB. En 1989 il avait été de 20 milliards de DM. Officiellement, le déficit budgétaire prévu pour 1991 s'élève à 70 milliards de DM (238 milliards de francs) soit 4% du PNB. Mais selon certaines estimations il pourrait atteindre 140 milliards de DM (476 milliards de francs) voire 150 milliards de DM.

Le gouvernement Kohl a donc dû, en dépit de ses promesses, augmenter les impôts : l'impôt sur les revenus sera augmenté de 7,5% ainsi que celui sur les sociétés ; la taxe sur les assurances de 3% ; les taxes sur les produits pétroliers subiront des augmentations ; les cigarettes coûteront 25% de plus. Appliqué à partir du

1er juillet l'ensemble devrait rapporter 56 milliards de francs. Mais cela ne suffira pas et le déficit devra être comblé par l'emprunt, le recours au crédit : d'où pour attirer les capitaux et les souscripteurs, maintien de hauts taux d'intérêts, d'autant plus que de leur côté les entreprises privées auront recours au marché des capitaux. Enfin l'élargissement du marché intérieur ne rend pas l'impérialisme allemand moins dépendant du marché mondial et de la conjoncture internationale.

Ne pas prendre le risque d'un conflit

L'ensemble des données de la situation de l'Allemagne réunifiée nourrit et nourrira l'aggravation de la tension des antagonismes sociaux et politiques. Le gouvernement fédéral, le patronat le redoutent manifestement. Commentant la «poussée des salaires en Allemagne», «Le Monde» du 1er mai écrivait : *«Les négociateurs patronaux se déclarent mécontents du résultat, qui pourrait, selon eux, entraîner la baisse de la dynamique de l'investissement, notamment dans les nouveaux Länder»* Du point de vue du capital, dans la partie ouest de l'Allemagne, malgré une très grande productivité, la valeur de la force de travail commence à être très élevée et à menacer le taux de profit. Dans la partie est de l'Allemagne la productivité du travail est trop basse. D'après les services de Wiesbaden, avec une productivité atteignant un quart seulement de leurs voisins de l'ouest, les anciens citoyens de RDA ont reçu un salaire mensuel moyen de 1357 marks, contre 3.712 marks à l'ouest» (document publié le 23 avril). En outre investir pose nombre de problèmes. Aussi Volkswagen, par exemple a-t-il décidé d'accroître ses investissements à l'étranger.

«Le Monde» poursuit :

«Les dirigeants patronaux n'ont pas voulu, cependant, prendre le risque d'un conflit dur : ils avaient pu constater, la semaine dernière que la mobilisation des salariés était importante dans les grèves d'avertissement lancées par l'IG Metall pour faire pression dans les négociations.»

A quoi il faut ajouter que : l'écho des manifestations de mars dans la partie est de l'Allemagne raisonnait encore. La formidable puissance du prolétariat allemand réunifié est maintenant une donnée fondamentale des rapports politiques en Allemagne.

L'importance de la DGB

L'intégration de la partie est du prolétariat allemand dans la DGB (confédération des syndicats allemands) concrétise cette réunification, bien qu'elle soit faite très peu démocratiquement et de façon différente selon les branches et les syndicats. Deux exemples : les agents de la fonction publique de l'est ont rallié directement la fédération OTV de l'ouest ; par contre partout où cela leur a été possible les appareils des fédérations de l'ouest ont intégré au maximum les anciennes structures et dirigeants des pseudo syndicats de l'ex-RDA dans leurs propres structures, l'IG Metall notamment (Il faudrait avoir les moyens d'analyser ce processus qui n'est pas forcément achevé et solidement cristallisé).

La DGB et ses fédérations ont une place spécifique et particulièrement importante dans l'Allemagne réunifiée et cela pour le meilleur et pour le pire. Leur participation a donné aux manifestations de mars 1991 de l'est de l'Allemagne leur dimension et leur importance (de la manifestation de Leipzig a surgit le mot d'ordre : *«Kohl doit partir»*).

Les menaces de grève de l'OTV, de l'IG Metall, les «grèves d'avertissements» qu'elles ont organisées ont contraint le patronat allemand, le gouvernement fédéral, ceux des Länder à faire quelques concessions limitées.

Mais la politique des dirigeants de la DGB et de ses fédérations en n'ouvrant aucune perspective aux manifestations à l'est les a conduit à l'impasse et à l'épuisement : au soir du 15 avril il n'y avait que quelques milliers de participants à la manifestation organisée à Berlin par l'IG Metall. Heinz Werner Meyer Secrétaire Général de la DGB s'est borné à proposer que la coalition gouvernementale s'élargisse au SPD. Exactement le contraire de la perspective qu'il s'agit d'ouvrir à la classe ouvrière allemande. Les dirigeants de l'OTV et de l'IG Metall ont limité au maximum leurs revendications. Ils se sont empressés de signer un «compromis» aux moindre frais pour le patronat, le gouvernement fédéral et ceux des Länder.

A l'intérieur de la DGB et de ses fédérations les contradictions entre les besoins et les aspirations du prolétariat et la politique conservatrice des dirigeants ne peuvent que s'exaspérer. Cela plus immédiatement

et directement dans la partie est de l'Allemagne où la classe ouvrière est prise à la gorge et où les structures syndicales ne sont pas stabilisées. Les revendications de démocratie syndicale, d'épuration des apparatchiks héritiers des pseudo-syndicats de la RDA doivent être soulevées, en même temps que celles-ci : pas de licenciements ; liquidation de la Treuhandanstalt ; contrôle ouvrier sur l'ensemble des entreprises.

Mais bien sûr cela pose la question du gouvernement et pas seulement «dehors Kohl» mais : «Quel autre gouvernement ?» La DGB et les fédérations ont à charge dans la lutte pour les revendications de se prononcer contre le gouvernement Kohl, pour son renversement, et de dire pour quel gouvernement elles combattent, d'organiser ce combat.

Pour un gouvernement du seul SPD

A peine quelques mois après les élections générales du 2 décembre le gouvernement Kohl gouverne difficilement en s'appuyant sur la CDU/CSU et le FDP. Au moment des manifestations de Leipzig le dirigeant du SPD Björn Engholm a demandé que de nouvelles élections au Bundestag aient lieu. Mais le 12 avril Kohl a reçu Hans Jochen Vogel, chef de l'opposition social-démocrate. Ils ont discuté de la crise économique et sociale dans l'ex-RDA et ont décidé de constituer deux groupes de travail paritaires majorité-opposition. Ces deux groupes se consacreront : le premier à l'étude des moyens de lutte contre le chômage ; le second à la mise en place d'une administration locale performante et à la propriété foncière.

Kohl éprouvant des difficultés à gouverner fait appel au SPD pour l'aider. Que ce parti réponde positivement montre combien il est lié au capital et à l'état bourgeois allemands. Mais cette situation nouvelle peut être le point de départ d'une campagne politique qui vise à mobiliser les masses contre cette collaboration, collaboration forcément dirigée contre la population laborieuse allemande.

Les mots d'ordre : à bas cette collaboration ! Le SPD doit rompre avec Kohl, son gouvernement, la CDU/CSU, la FDP ! Il doit engager la lutte politique pour un gouvernement du seul SPD ! Deviennent actuels.

Compte tenu des relations politiques concrètes qui existent aujourd'hui en Allemagne, c'est la seule façon d'ouvrir au moment présent, une perspective gouvernementale au prolétariat. Dans la DGB, ses fédérations il faut combattre pour qu'elles adoptent les mots d'ordre: dirigeants du SPD rompez avec le gouvernement Kohl; rompez avec la CDU/CSU, le FDP ; combattez pour un gouvernement du seul SPD.

Une transition vers un gouvernement ouvrier

Rien ne sert de taire la situation catastrophique de l'économie est-allemande, héritée de la bureaucratie du Kremlin et de son agence de la RDA. Mais seule la classe ouvrière allemande peut régler, conformément aux intérêts de la population laborieuse de ce pays, les problèmes qui s'y posent, y compris ceux de la reconversion et pour ainsi dire de la construction qu'imposent l'obsolescence de la plus grande partie des moyens de production, l'état désastreux des infrastructures et de l'environnement.

Y parvenir exige que le prolétariat allemand prenne le pouvoir, qu'il exproprie le capital allemand, qu'il instaure une planification nouvelle, rationnelle, dont la condition première est par conséquent qu'elle soit élaborée et réalisée dans le cadre politique de la démocratie ouvrière et sous contrôle ouvrier. Encore faut-il tenir compte qu'une planification pleinement satisfaisante n'existera que lorsqu'elle s'intégrera à un ensemble plus vaste : les états Unis Socialistes d'Europe. La révolution allemande qui reste à venir, ouvrira, sans aucun doute, la voie à la révolution prolétarienne en Europe. La route sera vraisemblablement longue et très difficile.

Mais il faut l'ouvrir, en commençant par dégager une perspective politique, qui tiennent compte des rapports politiques existants aujourd'hui, et qui soit saisissable par le prolétariat allemand dans son ensemble. Cependant rien n'aboutira si la construction du parti ouvrier révolutionnaire dont la classe ouvrière allemande a besoin n'est pas entreprise en même temps et pour l'accomplissement de ses tâches. Mais pour cela, il faut dire la vérité.

Le 14/5/91